



Prix International des droits de l'homme Ludovic-Trarieux
Ludovic-Trarieux International Human Rights Prize
Premio Internacional de Derechos Humanos Ludovic Trarieux
Premio Internazionale per i Diritti Umani Ludovic Trarieux
Internationalen Ludovic-Trarieux-Menschenrechtspreis
Prêmio Internacional de Direitos Humanos Ludovic Trarieux
Ludovic Trarieux Internationale Menschenrechtenprijs

Depuis/Since/Desde/Dal/Seit/Sinds 1984

“L'hommage des avocats à un avocat ”
“The award given by lawyers to a lawyer”
“Il Tributo degli avvocati ad un avvocato”
“Die Hommage von Anwälten zu einem Anwalt”
« De award gegeven door advocaten aan een advocaat »

1985-2025

« QUARANTIEME ANNIVERSAIRE - TRENTIEME PRIX »
« FORTIETH ANNIVERSARY - THIRTIETH PRIZE »



RAK
Rechtsanwaltskammer
Berlin



Barreau
de Luxembourg IDHBP



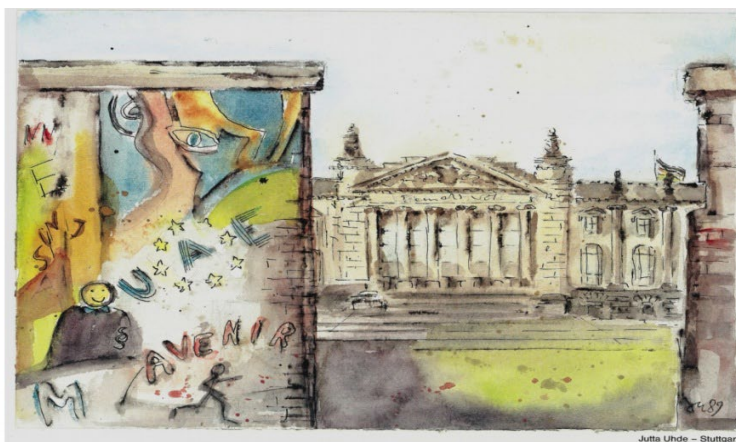
IDH
A
E

AMSTERDAMSE ORDE
VAN ADVOCATEN



Ordre des Avocats
Genève





*Prix International des droits de l'homme Ludovic-Trarieux 2025
 Ludovic-Trarieux International Human Rights Prize 2025
 Internationalen Ludovic-Trarieux-Menschenrechtspreis 2025
 Premio Internazionale per i Diritti Umani Ludovic Trarieux 2025
 Depuis/Since/Desde/Seit/Dal/Sinds 1984*

« 2025 - TRENTIEME PRIX »

La délibération du Jury du Prix International des droits de l'homme Ludovic-Trarieux 2025 s'est déroulée dans les salons de la Rechtsanwaltskammer de Berlin :

Le vendredi 21 mars 2025



*Prix International des droits de l'homme Ludovic-Trarieux 2025
 Ludovic-Trarieux International Human Rights Prize 2025
 Internationalen Ludovic-Trarieux-Menschenrechtspreis 2025
 Premio Internazionale per i Diritti Umani Ludovic Trarieux 2025
 Depuis/Since/Desde/Seit/Dal/Sinds 1984*

« 2025 THIRTIETH PRIZE »

The deliberation of the Jury of the Ludovic-Trarieux International Human Rights Prize 2025 took place in the premises of the Rechtsanwaltskammer Berlin:

On Friday, March 21, 2025

« CE
N'ETAIT
PAS SEULEMENT
D'AILLEURS LA CAUSE
ISOLEE D'UN HOMME
QUI ETAIT A DEFENDRE,
C'ETAIT, DERRIERE CETTE
CAUSE, LE DROIT, LA JUSTICE,
L'HUMANITE »

«IT
WAS NOT
ONLY
THE SINGLE CAUSE
OF A MAN
WHICH WAS TO BE DEFENDED,
BUT BEHIND THIS CAUSE,
LAW, JUSTICE,
HUMANITY ».

Prix International des droits de l'homme Ludovic-Trarieux 2025

Premio Internacional de Derechos Humanos Ludovic Trarieux 2025
Internationalen Ludovic-Trarieux-Menschenrechtspreis 2025
 Pr mio Internacional de Direitos Humanos Ludovic Trarieux 2025
 Premio Internazionale per i Diritti Umani Ludovic Trarieux 2025
 Ludovic Trarieux Internationale Menschenrechtenprijs 2025

"l'Homage des Avocats à un Avocat"



Dmitry TALANTOV
RUSSIE

Le Trentième Prix international des droits de l'Homme Ludovic-Trarieux 2025 a été décerné le vendredi 21 mars 2025, au siège de la Rechtsanwaltskammer de Berlin, au premier tour de scrutin, à l'avocat russe Dmitri Talantov, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de la république d'Oudmourtie.

Le jury* était composé de 25 avocats Européens provenant des barreaux de Bordeaux, Bruxelles, Paris, Berlin, Amsterdam, Luxembourg, Genève, ainsi que l'Union Internationale des Avocats (UIA), de l'Unione forense per la tutela dei diritti dell' uomo (Rome), de la Fédération des Barreaux d'Europe (FBE), et de l'Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens (IDHAE).

Dmitry Talantov, 64 ans, avocat à Ijevsk, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de la république d'Oudmourtie, région située dans les montagnes de l'Oural, à plus de 1.000 kilomètres à l'est de Moscou, a commencé sa carrière d'avocat dans les années 80, a ensuite travaillé comme juge pendant plusieurs années, mais est rapidement revenu au barreau, auquel il a consacré près de 40 ans de sa vie, et en 1996 il est devenu le bâtonnier du barreau d'Oudmourtie.

Dmitry Talantov était l'un des avocats du journaliste Ivan Safronov condamné à une peine de 22 ans de prison pour "haute trahison, dans une affaire que beaucoup d'observateurs estiment « fabriquée ». Jusqu'à la fin de l'enquête, le Service fédéral de sécurité a refusé de communiquer les informations sur l'affaire à la défense. Deux autres avocats de Safronov, Ivan Pavlov et Yevgeny Smirnov ont dû, à l'automne 2000, s'enfuir de Russie par crainte d'être persécutés après avoir été empêchés d'exercer leur profession. Dmitri Talantov a commencé à défendre Ivan Safronov en août 2021, après qu'Ivan Pavlov, a été persécuté et menacé d'être radié du barreau à cause de son travail sur l'affaire. Au cours de l'affaire, le FSB a également menacé Dmitri Talantov.

Dmitry Talantov, a été arrêté chez lui, à Ijevsk, le 28 juin 2022 officiellement pour diffusion publique d' « informations délibérément mensongères » au sujet des actions des forces armées russes, en vertu de la partie 2 de l'article 207.3 du Code pénal de la Fédération de Russie, loi adoptée un peu plus d'une semaine après l'invasion qui interdit essentiellement toute expression publique sur la guerre qui s'écarte du récit officiel. Le soir même il a été transféré à Moscou.

Il lui est notamment reproché d'avoir republié ou commenté sur sa page Facebook entre mars et juin 2022, à deux reprises des photos et des vidéos montrant le comportement des soldats russes dans les combats de Kharkiv, Marioupol, Irpen et Bucha en disant qu'elles démontraient « non pas du fascisme mais des pratiques nazies extrêmes ». Il avait notamment republié un message comportant la photo d'un homme âgé sur la Place Rouge avec une affiche : « Paix à l'Ukraine. À la Russie – raison, horreur, honte, repentir. Poutine – en enfer. » Les policiers ont perquisitionné son domicile et les locaux du barreau d'Oudmourtie, dont il était le bâtonnier. Au cours de la perquisition, des documents et des supports de donnée. Ses confrères affirment que la seule raison de son arrestation puis de son inculpation est exclusivement liée son rôle en tant qu'avocat d'Ivan Safronov. En septembre 2022, il a fait l'objet d'une inculpation supplémentaire pour « incitation à la haine » contre les autorités russes en utilisant sa position officielle.

Après son arrestation, plus de cinq cents représentants de la communauté juridique russe ont signé une lettre de défense de Dmitry Talantov. L'Association internationale des avocats russes et l'Association internationale du barreau ont demandé publiquement sa libération.

Le 29 juin 2022, le tribunal de district de Cheryomushki à Moscou a ordonné son placement en détention jusqu'au 23 août 2022. Dans une lettre écrite pendant sa détention, il a déclaré : « J'ai regardé une fois une photo d'une Ukrainienne mutilée et j'ai décidé que je ne pouvais plus me taire. Mais je suis resté avocat. J'ai publié mon opinion d'une manière qui ne viole pas la loi formaliste. Et vous savez quoi ? Ce n'est pas mon problème si un acte normal est perçu par quelqu'un comme un crime. » Le 5 septembre 2022, Ivan Safronov, privé d'avocat, a été condamné à vingt-deux ans de prison pour haute trahison.

Dmitry Talantov a comparu le 18 novembre 2024 devant le tribunal de district Zavyalovsky d'Oudmourtie après plus de trente mois de détention sans jugement. Le parquet a demandé au tribunal une peine de 12 ans de prison pour ses messages publiés sur les actions des troupes russes.

Le 28 novembre 2024, il a été condamné à 7 ans de prison par le tribunal d'Oudmourtie, pour diffusion d'« informations délibérément fausses ». Il est le premier condamné en vertu d'une nouvelle loi russe : l'article 207.3 du Code pénal russe, qui réprime « la diffusion publique d'informations sciemment fausses sur l'utilisation des forces armées russes à l'étranger et les exécutions par les organes gouvernementaux russes, commis pour des motifs d'inimitié ou de haine. »

Dans une dernière déclaration émouvante devant le tribunal, Talantov a exprimé des doutes quant à sa survie à sa peine de prison, mais a maintenu ses critiques sur la guerre, s'adressant au juge Metelagin, qu'il connaît pour avoir plaidé comme avocat lors de procès, il a déclaré notamment : « Votre Honneur, lors de ma dernière parole, je souhaiterais m'exprimer sur l'amour et la haine. Le procureur a exigé pour moi une peine de 12 ans de prison pour quelques mots sur Internet. Il s'agit d'un prix très élevé. ...En Russie, les gens ne vivent pas si longtemps, surtout en prison et surtout avec ma santé. Aujourd'hui j'ai 64 ans et il est difficile d'imaginer que je pourrai quitter la prison vivant à 80 ans, et que j'aurai encore la possibilité d'exercer ma profession d'avocat [...] il serait plus simple de parler de « réclusion à perpétuité » ou de « peine de mort ».

« Le métier d'avocat de la défense, auquel j'ai consacré toute ma vie, m'a appris que pour avoir une punition il faut d'abord commettre un crime ou au moins créer la fausse croyance de la culpabilité de l'accusé. Et il m'est absolument impossible d'imaginer que quelqu'un puisse tomber dans le piège d'une telle croyance à mon égard.

*" La lumière n'a pas besoin
de raison, elle brille
simplement. Le mal n'a
aucune chance, il est vide et
impuissant. Oui, le vent a
éteint la bougie. Mais nous la
rallumerons ! "*

Dmitry TALANTOV



Prix Ludovic TRARIEUX 2025





MENTION SPÉCIALE DU JURY *BARREAU DE L'ANNEE 2025*

La Mention Spéciale du Jury : "BARREAU DE L'ANNÉE 2025 ", décernée chaque année un barreau qui s'est signalé pour son engagement au service de l'indépendance des avocats, sa lutte exemplaire pour l'État de droit et pour les souffrances endurées au service des droits de l'Homme, est attribuée à l'unanimité des votants, au ;

BARREAU D'ISTANBUL-ISTANBUL BAROSU

« Notre barreau a toujours défendu les droits de l'homme et l'État de droit »

En octobre 2024 plus de 30 000 avocats représentant le barreau distant ont voté parmi environ 64 066 avocats inscrits pour élire un nouveau bâtonnier. Ils ont élu un ancien député du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), principale force de l'opposition turque, avocat et professeur de droit constitutionnel, qui a critiqué la gouvernance précédent du barreau pour ne pas avoir suffisamment élevé la voix contre le gouvernement turc.

Le 23 décembre 2024, le nouveau bâtonnier et les membres du conseil de l'ordre des avocats d'Istanbul ont appris qu'il faisait objet d'une enquête pénale pour « propagande pour une organisation terroriste » et « diffusion publique d'informations trompeuses ». Il leur est reproché d'avoir publié des écrits sur la mort sur des journalistes Nazim Dastan et Cihan Bilgin, tués le 19 décembre dans une attaque de drone armé qui aurait été menée par la Turquie dans le nord de la Syrie. Dans une déclaration écrite, le barreau d'Istanbul avait exprimé un avis juridique : « Le ciblage des journalistes dans les zones de conflit constitue une violation du droit international humanitaire et des Conventions de Genève. De plus, le ciblage de civils qui ne sont pas parties à un conflit est défini comme un crime de guerre selon le Statut de Rome. Par conséquent, les règles concernant la protection des journalistes travaillant dans les zones de conflit armé relèvent du droit international humanitaire ». En réponse à l'ouverture de l'enquête qui le vise, le barreau d'Istanbul a répondu : « Notre barreau, qui a toujours défendu les droits de l'homme et l'État de droit, appelle toutes les institutions constitutionnelles et les organes juridiques à respecter la Constitution, les lois et les principes généraux du droit, en particulier les règles de procédure. »

Le procureur d'Istanbul a accusé le bâtonnier et les membres du conseil de l'ordre de "faire la propagande d'une organisation terroriste" et de "diffusion publique d'informations trompeuses" par ce qu'ils auraient prétendument fait l'éloge de deux membres de l'organisation terroriste PKK sur le compte de médias sociaux du barreau le 21 décembre 2024. L'enquête visait 11 suspects, dont Ibrahim Kaboglu, et 10 membres de son conseil de l'ordre.

Sans désespérer, le procureur général d'Istanbul a lancé une action en justice aux termes de laquelle il demande la destitution du bâtonnier et des membres du Conseil de l'ordre. Le parquet fonde sa demande sur la disposition selon laquelle « les organisations professionnelles ayant le statut d'institutions publiques ne peuvent pas s'engager dans des activités autres que leur objectif ». Il entend demander en conséquence qu'Ibrahim Kaboglu et les membres du conseil de l'ordre soient révoqués de leurs fonctions et que de nouvelles élections soient organisées pour les remplacer.

Face à ces attaques contre la profession d'avocat en Turquie, Ibrahim Kaboglu a déclaré lors d'une conférence de presse : « Il s'agit d'une intervention extérieure dans la gestion démocratique du barreau. C'est une intervention contre la volonté démocratique des milliers d'avocats qui ont élu le bâtonnier d'Istanbul le 20 octobre 2024 ».

Le 21 mars 2025, le bâtonnier d'Istanbul et les membres de son conseil de l'ordre, poursuivis pour "propagande terroriste" et "diffusion publique de fausses informations", ont été démis de leurs fonctions selon une décision de justice publiée le jour même en ligne par une association d'avocats.

Le bâtonnier Ibrahim Kaboglu, ancien député du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), principale force de l'opposition turque à laquelle appartient le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, arrêté le 19 mars pour "terrorisme" et "corruption".

Ludovic-Trarieux International Human Rights Prize 2025

Prix International des droits de l'homme Ludovic-Trarieux 2025
 Premio Internacional de Derechos Humanos Ludovic Trarieux 2025
Internationalen Ludovic-Trarieux-Menschenrechtspreis 2025
Premio Internacional de Direitos Humanos Ludovic Trarieux 2025
Premio Internazionale per i Diritti Umani Ludovic Trarieux 2025
Ludovic Trarieux Internationale Menschenrechtenprijs 2025

“The award given by lawyers to a lawyer”



Dmitry TALANTOV
RUSSIA

The 30th Ludovic Trarieux International Human Rights Prize 2025 was awarded on Friday, March 21, 2025, at the Berlin Rechtsanwaltskammer, in the first round of voting, to Russian lawyer Dmitry Talantov, former President of the Bar Association of the Udmurt Republic.

The jury*(see below) was composed of 25 European lawyers from the bars of Bordeaux, Brussels, Paris, Berlin, Amsterdam, Luxembourg, and Geneva, as well as the International Union of Lawyers (UIA), the Unione forense per la tutela dei diritti dell'uomo (Rome), the Federation of Bars of Europe (FBE), and the Institute for Human Rights of European Lawyers (IDHAE).

Dmitriy Talantov, 64, is a human rights lawyer and president of the Bar Association of Udmurtia (some 1,000 kilometers (620 miles) east of Moscow in the Ural Mountains) and a defence lawyer in politically sensitive cases. He started his career back in the 80s, then worked as a judge for several years, but soon returned to the bar, to which he gave almost 40 years of his life, and in 1996 became president of the Udmurt Bar Association. Dmitry Talantov who had been representing journalist and political prisoner was the acting lawyer for Ivan Safronov, a prominent investigative journalist and advisor to the Head of RosCosmos, on trial for a politically motivated high-treason charge.

Dmitry Talantov started acting as Ivan Safronov's attorney in August 2021, after Safronov's previous attorney, Ivan Pavlov, faced threats of disbarment because of his legal work.

During Safronov's defence, Talantov had received threats from the security services' investigators that he would be punished for his defence of the journalist.

He was detained on June 28th, 2022, because two months prior he reposted a publication with a photo of an elderly man on Red Square with a poster: "Peace to Ukraine. To Russia — sanity, horror, shame, repentance. Putin — to hell." He accompanied the repost with the words: "What do you expect, after the photos and videos from Kharkiv, Mariupol, Irpen, Bucha???? This is not fascism — this is extreme Nazi practices! If after this the majority of my compatriots will support the murderer Putin and his gang — I personally refuse to recognize them as people. People have the quality of compassion. These people are just stupid and evil scum."

He was charged under a new repressive law, namely Article 207.3 of the Russian Criminal Code ("Public dissemination of knowingly false information about use of the Russian Armed Forces abroad and execution by the Russian government bodies of their powers, committed with motives of enmity or hatred"), which was introduced into the Criminal Code on 4 March 2022 and further amended on 25 March 2022. In September 2022, an additional charge for "inciting hatred" against the Russian authorities using his official position was added to Talantov's docket.

Following his arrest, more than five hundred representatives of the legal community in Russia signed a letter in defense of Dmitry Talantov. The International Association of Russian Lawyers and the International Bar Association made a public demand for his release. Talantov described harsh conditions in detention, including spending two years in solitary confinement in what he called a "Medieval cell" with only a toilet hole and a tap. For his colleagues, the justification for Talantov's arrest was literally his profession: they stated that Russian Federal Security Services were targeting the human rights lawyer exclusively for acting as a defence attorney of Ivan Safronov. On September 5, 2022, Ivan Safronov, deprived of a lawyer, was sentenced to twenty-two years in prison for high treason.

The Russian Federal Bar Association, which has the remit to protect the professional rights of lawyers, has taken no significant action to protect Talantov's rights. The organisation's position has been to remain 'neutral' on violations of the rule of law, human rights and access to justice.

Talantov, who is a past member of the Council of the Russian Federal Bar Association (2009–2011), has spoken out against this policy of 'neutrality' and is therefore unlikely to receive any assistance from the Federal Chamber in his own case. After he has spent two-and-a-half years in pre-trial detention, Dmitry Talantov went on trial on 18 November 2024, before judge Denis Melelyagin in the Zavylovsk district court in Udmurtia. The state prosecutor asked for 12 years in prison.

During his emotional court closing statement, Talantov expressed doubts about surviving his prison sentence but stood by his criticism of the war: "*In Russia, you don't live that long, especially in prison and especially with my health.... I am 64, and it is hard for me to imagine coming out of prison alive,*" he said in a recording published by the rights group *Perviy Otdel*. *I am waiting for words of peace. They do not come*" he said.

He was sentenced to 7 years in prison, after finding him guilty of spreading "false information" about the Russian army and "inciting hatred" In prison, he wrote: "*Light doesn't need a reason, it just shines. Evil has no chance, it is empty and powerless. Yes, the wind blew out the candle. But we'll light it again!*"

*"Light doesn't need a reason,
it just shines. Evil has no
chance, it is empty and
powerless. Yes, the wind
blew out the candle. But we'll
light it again!"*

Dmitry TALANTOV



Ludovic-TRARIEUX
Prizewinner 2025





SPECIAL MENTION OF THE JURY "BAR OF THE YEAR 2025"

The Jury's Special Mention: "BAR OF THE YEAR 2025," awarded annually to a bar association that has distinguished itself for its commitment to the independence of lawyers, its exemplary fight for the rule of law, and for the suffering endured in the service of human rights, is awarded to the:

ISTANBUL BAR ASSOCIATION - ISTANBUL BAROSU

"Our bar association has always defended human rights and the rule of law."

In October 2024, more than 30,000 lawyers representing the remote bar voted among approximately 64,066 registered lawyers to elect a new president. They elected a former member of parliament from the Republican People's Party (CHP, social democrats), the main Turkish opposition force, a lawyer and professor of constitutional law, who criticized the previous leadership of the bar for not speaking out sufficiently against the Turkish government.

In December 2024, the Istanbul Public Prosecutor's Office launched an investigation into the Istanbul Bar Association because it criticised the targeted killing of the Kurdish journalists Nazım Dağtan and Cihan Bilgin killed near Kobani (Kobani^a) in northeast Syria by a Turkish drone that directly targeted the vehicle they were travelling in. calling the incident a breach of international humanitarian law and the Geneva Conventions the Istanbul Bar Association also urged the authorities to launch an immediate investigation and hold those responsible to account. In addition, a member of the board Ferit Epözdemir, was arrested. Bar President Ibrahim Kaboglu, newly elected in October 2024, warned that undermining the defense threatens justice and said solemnly that such an attack constitutes a threat a serious threat to the independence of legal institutions, the presumption of innocence and freedom of expression. Lawyers rallied at the Istanbul Courthouse in support with the Bar Association. The Istanbul Bar Association on Jan. 30 held a press conference in front of the Istanbul Courthouse for its detained board member, lawyer Ferit Epözdemir. Bar President Ibrahim Kaboglu has denounced the arrest of board member Ferit Epözdemir, calling it part of a wave of "arbitrary detentions." .

The Istanbul Bar Association's executive board was dismissed on March 21, 2025 on grounds of disseminating "terrorist propaganda" and "publicly spreading false information". Even before the decision of the Turkish courts, on the morning of March 21, 2025, the jury of the Ludovic Trarieux Prize 2025 meeting in Berlin, awarded its special mention: "BAR OF THE YEAR" awarded to a bar association for its commitment to the independence of Lawyers, its exemplary struggle for the Rule of Law and the suffering endured in the defense of Human Rights.

unanimously by the voters,

To the ISTAMBUL BAR ASSOCIATION.

* Liste des MEMBRES DU JURY 2025

Président : Bâtonnier Bertrand Favreau, **Président** IDHBB, (Article 4-4)

Dominique ATTIAS, ancienne vice-bâtonnière du barreau de Paris, ancienne présidente de la Fédération des Barreaux d'Europe (FBE)

Francis TEITGEN, ancien bâtonnier du barreau de Paris président de l'institut en formation des droits de l'homme du barreau de Paris (IFDHBP).

Isabelle HUET, Trésorière de l'institut des droits de l'homme du barreau de Paris (IFDHBP).

Agaath S. REIJNDERS-SLUIS, Secrétaire général de l'Ordre des avocats du barreau d'Amsterdam
Adrie VAN DE STREEK; Ordre des avocats du barreau d'Amsterdam

Laurence AZOUX-BACRIE, membre de l'Institut en formation des droits de l'homme du barreau de Paris

Federico CAPPELLETTI, vice-secrétaire Général de IDHAE.

Bilinç ISPARTA, président de la Commission droits de l'homme de la Rechtsanwaltskammer Berlin

Ursula GROOS, Commission droits de l'homme de la Rechtsanwaltskammer de Berlin

Marc DAL, Vice bâtonnier du barreau de Bruxelles

Yves OSCHINSKY, ancien bâtonnier du barreau de Bruxelles président de l'Institut des droits de l'homme du barreau de Bruxelles

Thierry BONTINCK, Institut des droits de l'homme trésorier de l'IDHAE

Giulia JAEGER, Secrétaire général de l'IDHAE Luxembourg

Sébastien LANOUE, Président de la commission des droits humains de l'ordre des avocats de Luxembourg)

Artur WIERZBICKI, Président de la commission des droits de l'homme de la Fédération des Barreaux d'Europe (FBE)

Monique STENGEL, Secrétaire générale de de la Fédération des Barreaux d'Europe (FBE)

Bertrand FAVREAU, président de l'IDHBB.

Président Bernd HAÜSLER

Anton LANA, Président de l'Unione Forense per la Tutela dei Diritti Umani (UFTDU), président de l'IDHAE

Francesco ROSI, Trésorier de l'Unione Forense per la Tutela dei Diritti Umani (UFTDU)

Julie GOFFIN, Directrice Générale Adjointe de l'UIA-IROL (UIA-Institute for the Rule of Law)

Anna MASIOTA, Directrice Défense de la Défense de l'UIA-IROL (UIA - Institute for the Rule of Law)

Daniel KINZER, vice-bâtonnier du barreau de Genève

Saskia DITISHEIM, Commission des droits de l'homme

Zbigniew CICHON, Cracovie



Ludovic-Trarieux International Human Rights Prize

Since 1984

“The award given by lawyers to a lawyer”

Created in 1984, the "International Human Rights Prize Ludovic -Trarieux" is awarded to " a lawyer, regardless of nationality or Bar, who throughout his career has illustrated, by his activity or his suffering, the defence of human rights, the promotion of defence rights, the supremacy of law, and the struggle against racism and intolerance in any form ".

It is the oldest and most prestigious award given to a lawyer in the world. Often imitated or counterfeited, it remains the only European award in the scope of human rights whose funding is reserved for a lawyer. It commemorates the memory of the French lawyer, Ludovic Trarieux (1840-1904), who in the midst of the Dreyfus Affair, in France, in 1898, founded the " League for the Defence of Human Rights and the Citizen ", because, he said: " It was not only the single cause of a man which was to be defended, but behind this cause, law, justice, humanity ".

The first Prize was awarded on March 29th, 1985 to Nelson Mandela then in jail. It was officially presented to his daughter, Zenani Mandela Dlamini, on April 27th 1985, in front of forty presidents of Bars and Law Societies from Europe and Africa. It was the first award given to Mandela in France and the first around the world given by lawyers. On February 11th 1990, Nelson Mandela was released. Since then, it was decided that the Prize would be awarded again.

Since 2003, the Prize is awarded every year in partnership by the Human Rights Institute of The Bar of Bordeaux, the Human Rights Institute of the Bar of Paris, the Human Rights Institute of The Bar of Brussels, l'Unione Forense per la Tutela dei Diritti Umani (Roma), the Union Internationale des Avocats (UIA), Rechtsanwaltskammer Berlin, the Bar of Luxemburg, the Bar of Amsterdam, the European Bars Federation (FBE) and the European Bar Human Rights Institute (IDHAE) .

Premio Internacional de Derechos Humanos Ludovic Trarieux

Desde 1984

“El homenaje de abogados a un abogado ”

Creado en 1984, el Premio Internacional de Derechos Humanos "Ludovic Trarieux" es otorgado a "un abogado, de cualquier nacionalidad o barra, que a través de su carrera ha demostrado, con su actividad o su sufrimiento, la defensa y promoción de los derechos humanos, de la supremacía de la Ley, y la lucha contra el racismo y la intolerancia en cualquier forma ".

Es el premio legal para un abogado el más antiguo y prestigioso del mundo. A menudo imitado o doblado, sigue siendo la única recompensa europea de derechos humanos cuya asignación financiera es otorgada a un abogado. Su origen proviene del mensaje del abogado francés, Ludovic Trarieux, que durante el "Affair Dreyfus" de 1898, fundó la "Liga para la Defensa de los Derechos Humanos y el Ciudadano".

La primera edición de los premios Ludovic-Trarieux fue celebrada en 1985, en la que el vencedor fue el líder sudafricano Nelson Mandela, todavía en prisión por aquel entonces. Otros recipientes en años anteriores han sido el activista peruano Augusto Zúñiga Paz, las activistas mexicanas Digna Ochoa y Bárbara Zamora.

Desde 2003, el galardón es otorgado por un jurado de abogados pertenecientes a los institutos de derechos humanos de los Colegios de Abogados de Bruselas, París, Roma, Burdeos, Lussemburgo, Ginebra, Berlino, Amsterdam, la Unione Forense per la Tutela dei Diritti Umani (Roma), la Unión Internacional de Abogados (UIA, la Federación de los Colegios de Abogados de Europa (FBE)) y l' Instituto de Derechos Humanos de Abogados Europeos (IDHAE).

www.ludovictrarieux.org



Premio Internazionale per i Diritti Umani Ludovic Trarieux

Dal 1984

“Il Tributo degli avvocati ad un avvocato”

Creato nel 1984, il “Premio Internazionale dei Diritti dell’Uomo – Ludovic Trarieux”, “Il Tributo degli avvocati ad un avvocato”, è attribuito ad “un avvocato senza distinzione di nazionalità o di foro d’appartenenza che abbia contribuito, con il proprio impegno, la propria attività e le proprie sofferenze, alla difesa dei diritti dell’uomo, alla supremazia del diritto, alla lotta contro il razzismo e l’intolleranza”.

Il Premio “Ludovic Trarieux” rappresenta il più antico e prestigioso riconoscimento riservato ad un avvocato. La sua origine deriva dal messaggio di Ludovic Trarieux (1840-1904), Ministro della Giustizia (1895), fondatore nel 1898 (al momento del caso Dreyfus) della « Lega francese dei Diritti dell’Uomo e del Cittadino », all’origine di tutte le leghe successivamente create.

Il primo Premio Ludovic Trarieux è stato attribuito il 29 marzo 1985 a Nelson Mandela, allora in prigione da 23 anni in Sud Africa. Il premio è stato ufficialmente consegnato a sua figlia il 27 aprile 1985, in presenza di 40 presidenti di consigli degli avvocati dell’Europa e dell’Africa.

Oggi il premio è un omaggio annuale ad un avvocato nel mondo. E’conferito congiuntamente dall’Istituto dei Diritti dell’Uomo dell’Ordine degli avvocati di Bordeaux, dall’Istituto di formazione sui Diritti dell’Uomo dell’Ordine degli avvocati di Parigi, dall’Istituto dei Diritti dell’Uomo degli avvocati di Bruxelles, dall’Ordine degli avvocati del Lussemburgo, di Ginevra, Amsterdam, dall’Rechtsanwaltskammer di Berlino, dall’Unione Forense per la Tutela dei Diritti Umani (UFTDU), dalla Union Internationale des Avocats (UIA), dalla Federazione degli Ordini forensi d’Europa (FBE) e dell’ Istituto dei Diritti dell’Uomo degli Avvocati Europei (IDHAE).

Internationaler Ludovic-Trarieux-Menschenrechtspreis

Seit 1984

“Die Hommage von Anwälten an einen Anwalt”

Der Internationale Menschenrechtspreis Ludovic-Trarieux wird einem Rechtsanwalt ohne Ansehen seiner Nationalität oder Kammerzugehörigkeit verliehen, „der sich durch seine Arbeit, seine Aktivitäten oder sein Leiden um die Achtung der Menschenrechte, um die Gewährung rechtlichen Gehörs, um die Herrschaft des Rechts im den Kampf gegen Rassismus und Intoleranz in all ihren Formen verdient gemacht hat“.

Dieser Preis ist die älteste und renommierteste Auszeichnung für einen Rechtsanwalt. Oftmals imitiert oder nachgemacht, bleibt er die einzige europäische Anerkennung im Bereich Menschenrechte, dessen Dotierung einem Anwalt zugutekommt. Die Idee zu diesem Preis geht auf einen Ausspruch Ludovic Trarieux (1840-1904) zurück, der 1898 zur Zeit der Dreyfus-Affäre in Frankreich die Liga für Menschen- und Bürgerrechte gegründet hat.

Der Preis wurde zum ersten Mal am 27. März 1985 Nelson Mandela zugesprochen, der 23 Jahre in den Gefängnissen Südafrikas verbracht hat. Er wurde am 27. April 1985 offiziell seiner Tochter übergeben. Der Preis ist eine jährlich wiederkehrende Ehrung eines Rechtsanwalts durch andere Rechtsanwälte. Der Preisträger wird gemeinsam vom Menschenrechtsinstitut der Rechtsanwaltskammer Bordeaux, dem Institut zur Fortbildung in Menschenrechtsfragen der Rechtsanwaltskammer Paris, dem Menschenrechtsinstitut der Rechtsanwaltskammer Brüssel, der Unione Forense per la Tutela dei Diritti Umani (Rom), die Rechtsanwaltskammern Berlin, Genf, Amsterdam, Luxemburg, der Union Internationale des Avocats (UIA), der Verband Europäischer Rechtsanwaltskammern(FBE) und dem Menschenrechtsinstitut der europäischen Rechtsanwälte (IDHAE) vergeben.



Ludovic-Trarieux International Human Rights Prize
Since 1984

“The award given by lawyers to a lawyer”

LAURÉATS DEPUIS 1984
PRIZEWINNERS SINCE 1984

- 1985: Nelson MANDELA (Afrique du Sud)
 1992 Augusto ZÚÑIGA PAZ (Pérou)
 1994 Jadranka CIGELJ (Bosnie-Herzégovine)
 1996 Najib HOSNI (Tunisie) et Dalila MEZIANE (Algérie)
 1998 ZHOU Guoqiang (Chine)
 2000 Esber YAGMURDERELI (Turquie)
 2002 Mehrangiz KAR (Iran)
 2003 Digna OCHOA et Bárbara ZAMORA (Mexique).
 2004 Akhtam NAISSE (Syrie)
 2005 Henri BURIN DES ROZIERES (Brésil)
 2006 Parvez IMROZ (Inde)
 2007 René GÓMEZ MANZANO (Cuba)
 2008 U AYE MYINT (Birmanie)
 2009 Beatrice MTETWA (Zimbabwe)
 2010 Karinna MOSKALENKO (Russie)
 2011 Fethi TERBIL (Andrei)
 2012 Muharrem ERBEY (Turquie)
 2013 Vadim KURAMSHIN (Kazakhstan)
 2014 Mahienour el-MASSRY (Egypte)
 2015 Walid Abu al-KHAIR (Arabie Saoudite)
 2016 WANG Yu (Chine)
 2017 Mohamed al-ROKEN (Emirats Arabes Unis)
 2018 Nasrin SOTOUDEH (Iran)
 2019 Rommel DURAN CASTELLANOS (Colombie)
 2020 Ebru et Barkin TIMTIK (Turquie)
 2021 Freshta KARIMI (Afghanistan)
 2022 Arminsalar DAVOUDI (Iran)
 2023 Yiulia YURGILEVICH (Biélorussie)
 2024 :YWET NU AUNG (Burma)
 2025 :Dmitry TALANTOV (Russia)

